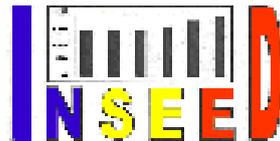
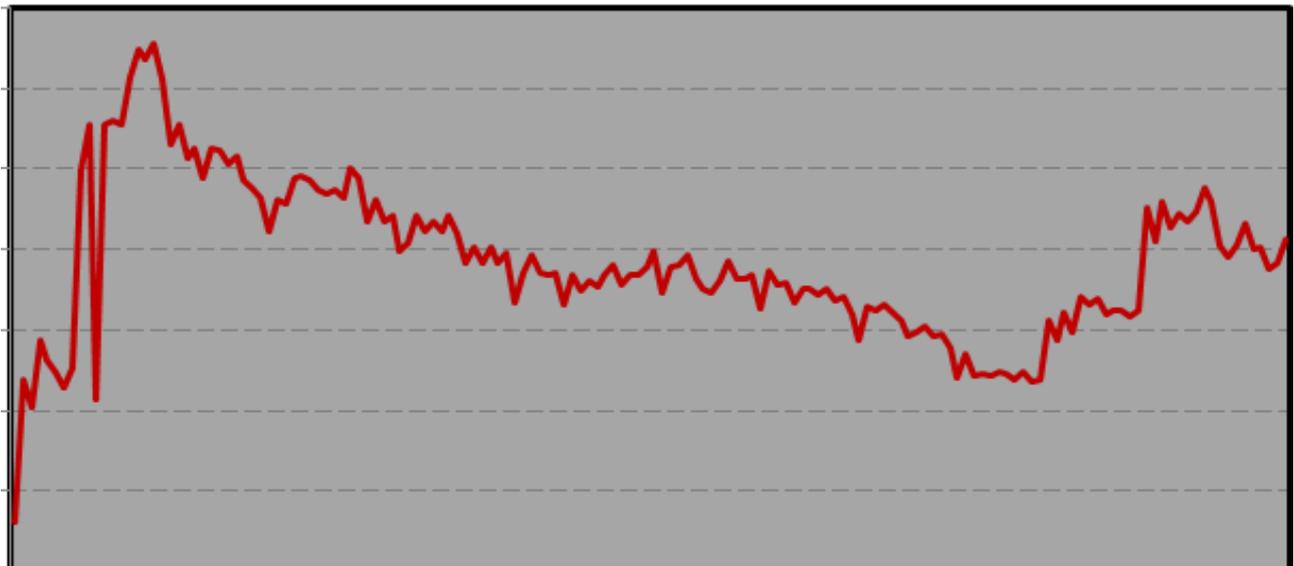


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note Trimestrielle de Conjoncture



DEUXIÈME TRIMESTRE 2016

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS.....	3
SYNTHÈSE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ÉCONOMIQUE DU TCHAD AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016	4
I. L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
II. LES PRIX A LA CONSOMMATION NATIONALE	8
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL	10
IV. LE SECTEUR PÉTROLIER.....	13
IV.1 La production pétrolière : légère baisse	13
IV.2 Mise à la Consommation des hydrocarbures	13
V. SERVICE	14
V.2 Le trafic aérien : légère augmentation.....	14
VI. LES FINANCES PUBLIQUES.....	15
VI.1. Évolution des recettes et dépenses budgétaires.....	15
VI.2. Situation de la dette publique extérieure.....	16
VII. LA MONNAIE ET LA COMPÉTITIVITÉ	17
VII.1 La situation monétaire	17
VII.2. La compétitivité.....	18

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC:	Banque des États de l'Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC:	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED:	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
UE :	Union Européenne
\$ US :	Dollars US

SYNTHÈSE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ÉCONOMIQUE DU TCHAD AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016

Détérioration de l'activité économique malgré une légère hausse de cours du pétrole

Au deuxième trimestre 2016, l'environnement international s'améliore malgré une situation de sécurité précaire. En effet, le cours du brut connaît un léger fléchissement alors que le contexte de sécurité aux frontières et dans la sous-région demeure difficile à cause du groupe terroriste État Islamique en Afrique de l'Ouest (BOKO HARAM).

Ainsi, sur le plan national, la faible augmentation du cours de pétrole n'a pas stimulé une hausse de la production, elle se situe en dessous de son niveau (-5,07 %) du trimestre précédent. En glissement annuel, la production pétrolière a connu une baisse de 10,29 %. Le niveau du cours de brut et le vieillissement de certains puits sont des facteurs explicatifs de ce niveau de production.

Sur le plan de prix à la consommation nationale, l'augmentation du niveau de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ainsi que celui du logement et transport ont favorisé une hausse du niveau général de prix de 1,53 % par rapport au premier trimestre 2016. En glissement annuel, le niveau général de prix se situe à 9,14 %. Le renchérissement du niveau général de prix au deuxième trimestre 2016 est conséquent de l'insécurité aux frontières qui décourage les échanges (sorties

des produits locaux et entrées des produits importés) ainsi que la faible production céréalière de cette année.

Dans le secteur réel, la production agricole a enregistré une augmentation grâce à la campagne cotonnière 2014-2015. La production de la fibre en ce trimestre atteint 4 fois celle du trimestre précédent tandis que son cours grimpe de 7,28 %. Cette performance dans la production cotonnière est le fruit de l'encadrement technique du ministère de tutelle et de la répartition pluviométrique. Par contre, la production céréalière connaît une diminution par rapport à la campagne 2014/2015 en raison de la mauvaise répartition pluviométrique sur les zones de culture céréalière.

Au niveau du secteur secondaire, la tendance du trimestre laisse entrevoir un essoufflement de l'activité industrielle attribuable à la baisse d'activités des industries extractives d'hydrocarbures, de fabrication de produits alimentaires et de fabrication de produits à base de tabac.

Sur les finances publiques, les recettes connaissent une baisse par rapport au trimestre précédent tandis que les dépenses se creusent davantage. Les encaissements reculent de 5,69 % à cause de la baisse enregistrée dans les recettes des droits

constatés. Quant aux dépenses base décaissement, elles ont augmenté de 20,08 % à cause de l'augmentation des dépenses de fonctionnement et les transferts de l'État.

Sur le plan de la dette, l'encours de la dette publique extérieure au premier trimestre est en baisse de 0,29 % en glissement trimestriel en raison des remboursements des services, dont ceux du prêt Glencore qui sont beaucoup plus importants que les décaissements. Les tirages et les remboursements baissent respectivement de 91,53 % et 82,23 % au premier trimestre 2016 par rapport à leur niveau au trimestre précédent.

À la période sous revue, la compétitivité de l'économie nationale est caractérisée par :

- une hausse de l'indice des prix à la consommation relatif (1,53 %) ;
- une légère baisse du taux de change effectif nominal (-0,29 %) ;
- une baisse du taux de change effectif réel (-1,08 % en glissement trimestriel et de -2,35 % en glissement annuel).

I. L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

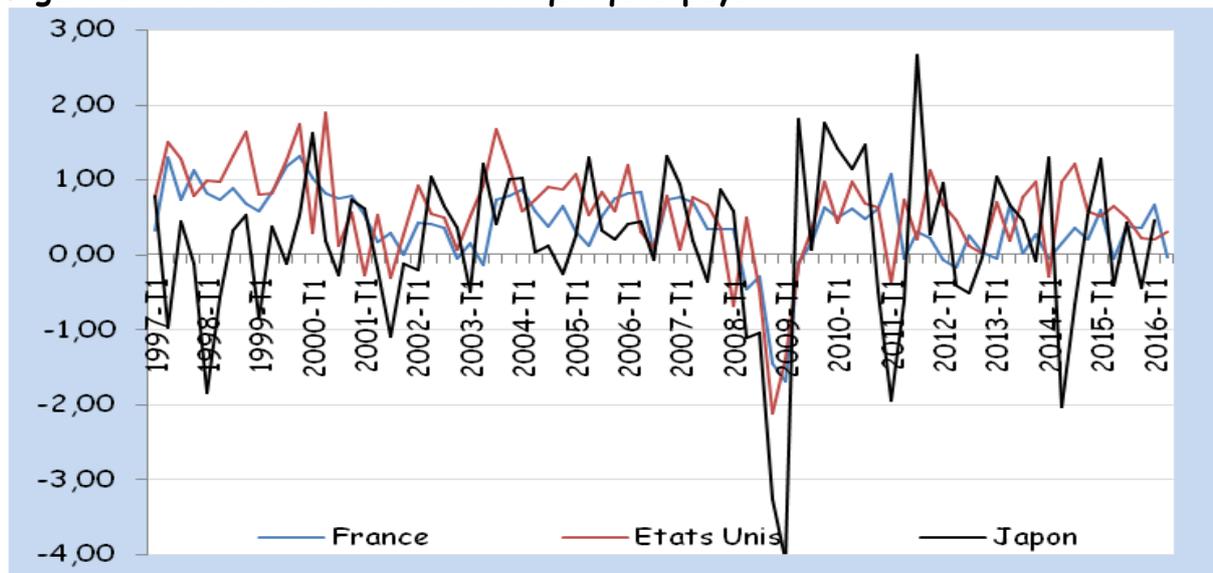
Croissance mondiale : faible raffermissement sous fond d'une légère hausse du cours de pétrole

Les économies de la zone euro connaissent un raffermissement de l'activité commencé deux trimestres plutôt. La reprise semble s'auto-entretenir dans cette zone à l'exception de la France. L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie ont enregistré une croissance de 0,41 %, 0,60 % et 0,01 % respectivement par rapport au trimestre précédent tandis que la croissance française fléchit de 0,04 %. En glissement annuel, la situation économique s'est davantage améliorée, ainsi, la croissance de la France atteint 1,35 %, l'Allemagne connaît une amélioration de l'activité économique de 1,73 % et le Royaume-Uni enregistre une croissance de 2,19 %. Cette amélioration de la situation économique est consécutive à la baisse continue des cours

du pétrole favorisant une inflation très faible et un renforcement du pouvoir d'achat des ménages. De plus, ce trimestre est caractérisé par un fléchissement des investissements des entreprises résultant d'une baisse des taux d'intérêt.

Par ailleurs, en glissement trimestriel, la croissance s'est raffermie aux États-Unis (0,30 %) et au Japon (0,05 %). En glissement annuel, l'économie américaine et japonaise s'est davantage renforcée avec une croissance de 1,23 % aux États-Unis et 1,23 % au Japon. La performance de l'économie américaine et japonaise peut s'expliquer par le faible taux d'intérêt propice aux entreprises et le faible taux d'inflation.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OECD

L'inflation mondiale a diminué au deuxième trimestre 2016 en raison

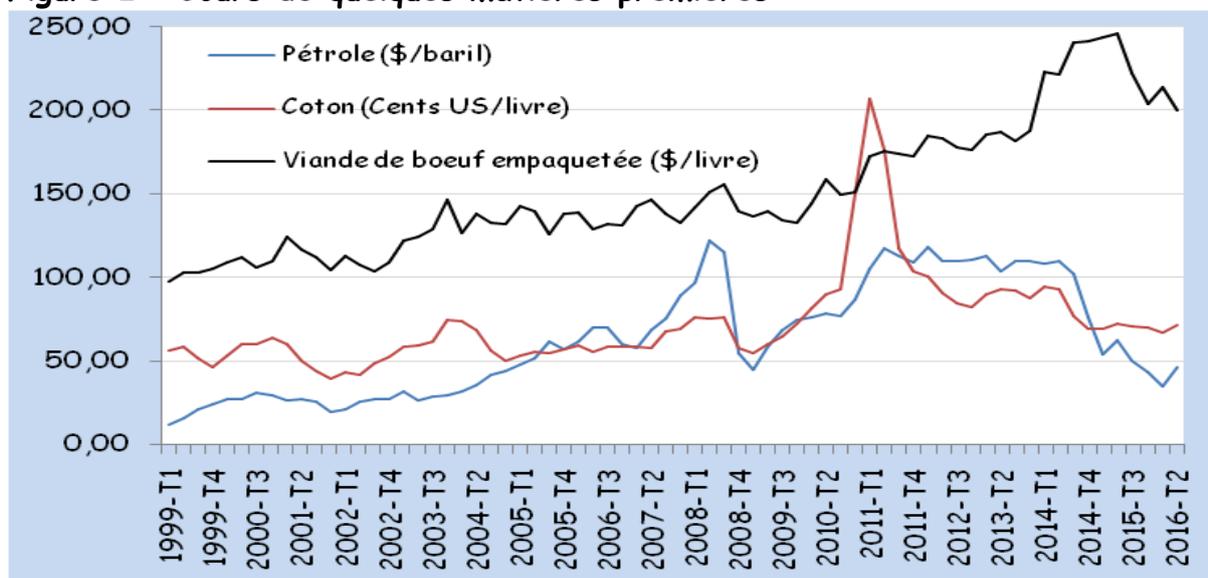
du faible niveau des cours de matières premières, dont le pétrole. Par

contre, les niveaux de prix ont légèrement grimpé au Canada (1,55 %).

Au trimestre su revu, les taux d'intérêt sont restés faibles. Certains pays ont enregistré de taux d'intérêt négatifs : France, Italie, Allemagne (-0,26 %) et Suisse (-0,75 %). Aussi, les cours de matières premières à l'exception du pétrole,

connaissent une baisse continue en ce deuxième trimestre. Le prix du baril a augmenté de 33,75 % par rapport au trimestre précédent, mais ce prix est 1,35 fois inférieur à son niveau à la même période de l'année antérieure. Le prix du baril se situe à 48,5 \$ en fin juin 2016.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières



Source : INSEE

II. LES PRIX A LA CONSOMMATION NATIONALE

Prix à la consommation : une légère augmentation

Au deuxième trimestre 2016, l'indice national a enregistré une légère hausse de 1,53 % par rapport au trimestre précédent. Cette tendance haussière des prix à la consommation est une conséquence du renchérissement des prix des produits de grande consommation liés aux perturbations des échanges commerciaux avec les pays voisins notamment le Cameroun, le Niger et le Nigeria dues au trouble sécuritaire créée par le groupe Boko Haram dans la sous-région. En effet, les prix de produits alimentaires et boissons non alcoolisées, du logement et du transport ont enregistré une augmentation de 2,44 %, 0,59 % et 1,66 % respectivement par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du niveau de prix dans le sous-groupe produits alimentaires et boissons alcoolisées est une conséquence de celle de pains et céréales (0,50 %), de viandes (4,63 %) et de légumes et tubercules (17,80 %).

Le renchérissement du niveau général de prix a été amoindri par une baisse de prix des articles d'habillements et chaussures (-

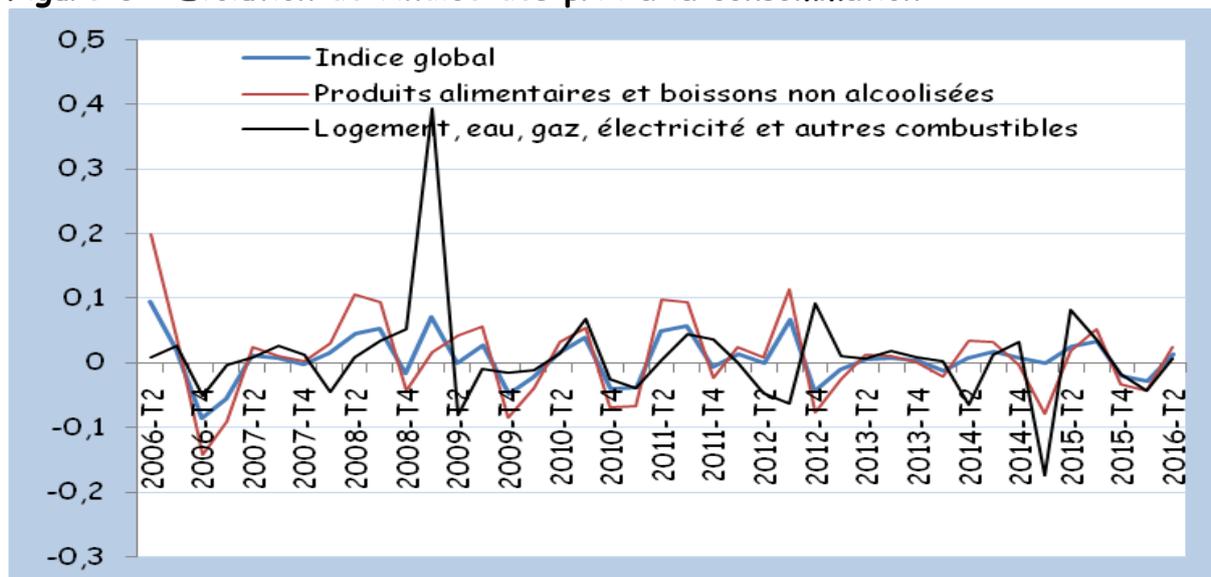
1,71 %) et de loisirs et cultures (-0,30 %).

Par ailleurs, en glissement annuel, le niveau des prix s'est presque stagné (0,09 %). Cette tendance à la hausse du niveau de prix est également constatée dans le transport (4,87 %) et Loisir et culture (2,88 %). Par contre, comparé à la même période de l'année passée, le niveau de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées a baissé de 0,63 %. Il en est de même du niveau de prix des logements (-1,71 %) et des articles d'habillement et chaussures (-3,32 %).

Pour ce qui est de l'inflation, son taux se situe à 3,43 % au deuxième trimestre 2016 contre 4,32 % au premier trimestre.

En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national pourrait davantage grimper ou se stabiliser au troisième trimestre 2016 en raison de la saison de pluie qui rend difficile la circulation des biens et de la diminution du stock de produits alimentaires eut égard à une faible production céréalière dans la campagne agricole antérieure.

Figure 3 : Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED

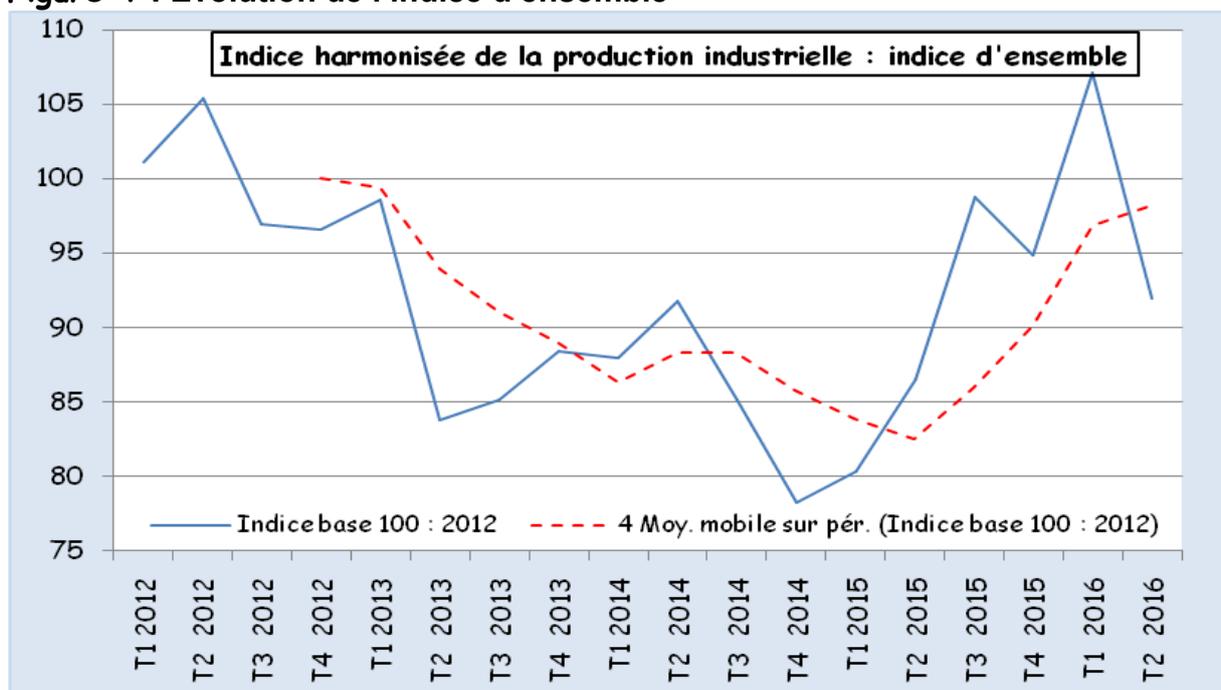
III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Ralentissement de l'activité industrielle

Au deuxième trimestre 2016, l'activité industrielle s'est essouffée par rapport au trimestre précédent, l'indice harmonisé de la production industrielle a reculé de 14,15 % en variation trimestrielle. Cette contre-performance de l'activité industrielle est essentiellement attribuable à la baisse d'activités des industries extractives d'hydrocarbures (-

12,24 %), de fabrication de produits alimentaires (-85,85 %) et de fabrication de produits à base de tabac (-36,83 %). Par contre, la performance industrielle est tirée vers le haut par les industries de production et distribution d'électricité et de gaz. En glissement annuel, l'activité industrielle connaît une amélioration de 6,35 %.

Figure 4 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont baissé de 12,24 % en ce trimestre, et ce malgré une légère amélioration de cours du pétrole. La baisse des activités extractives s'explique par le vieillissement naturel des puits et la réduction du nombre d'installations de fo-

rage en activité par Glencore en rapport avec la baisse du cours de pétrole. En glissement annuel, la production pétrolière connaît une hausse de 11,74 %.

Quant à la production de produits alimentaires, elle a atteint le double de son niveau d'il y a un an bien qu'en

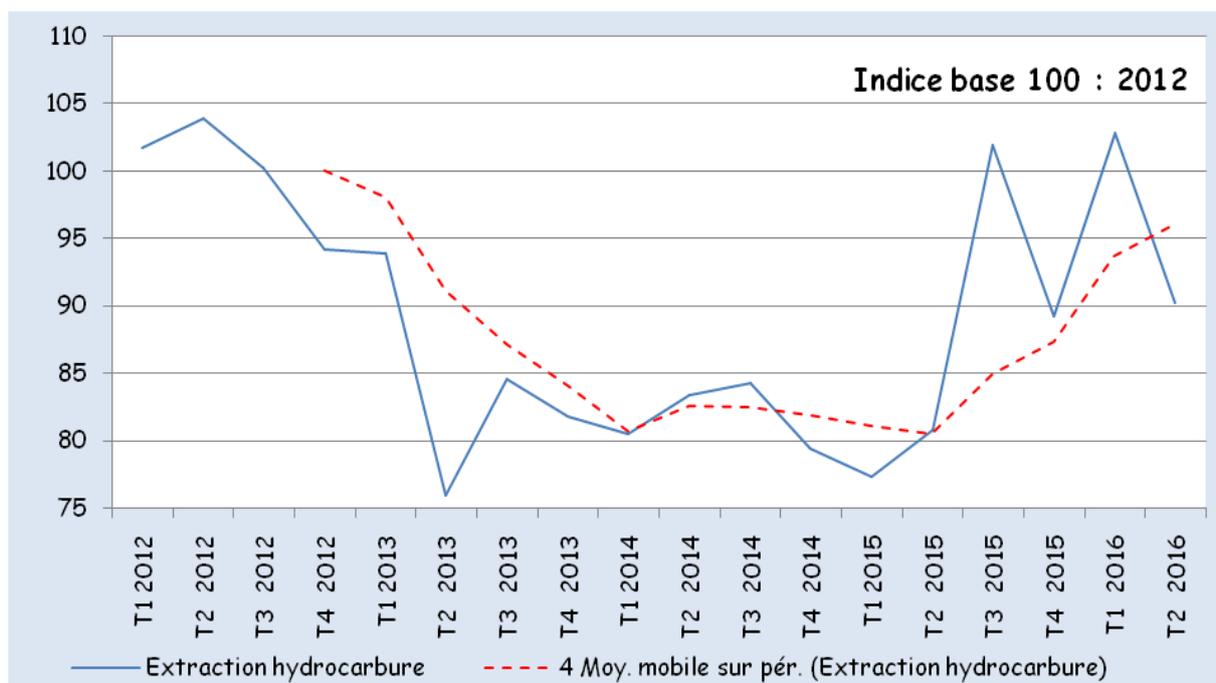
glissement trimestriel, elle est en baisse de 85,85 %. Cette baisse par rapport au trimestre précédent peut s'expliquer par les festivités au premier trimestre qui ont gonflé la production.

En ce trimestre, la production et distribution d'électricité et gaz a connu une augmentation de 54,42 % en raison de la fourniture régulière de la

centrale alimentée par l'énergie provenant de Djermaya ainsi que par l'exploitation d'une centrale électrique mobile par les opérateurs indépendants (les sociétés Écossaise Aggreko et Chinoises VPWOR).

En glissement annuel, la production et distribution d'électricité connaît une hausse de 84,08 %.

Figure 5 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures

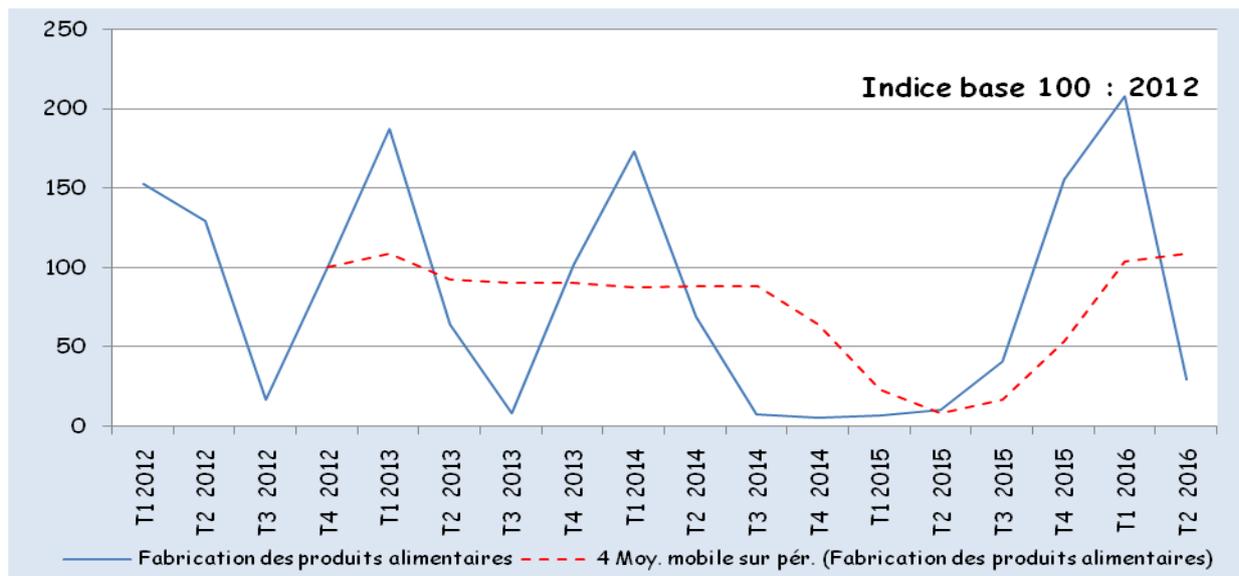


Source : INSEED

Au regard de nos estimations, l'activité économique pourrait davantage se détériorer en raison de la baisse du cours de brut et de la baisse de la production pétrolière.

Aussi, la production des produits alimentaires, pourrait légèrement augmenter par rapport à ce trimestre du fait des festivités de ramadan.

Figure 6 : Évolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires



Source : INSEED

IV. LE SECTEUR PÉTROLIER

IV.1 La production pétrolière : légère baisse

La production pétrolière au deuxième trimestre 2016 connaît une baisse (-5,07 %) par rapport au trimestre précédent. Cette baisse de production intervient dans un contexte caractérisé par une baisse continue du cours du pétrole sur le marché international. La baisse de production dans ce contexte est renforcée par le vieillissement naturel des puits et la réduction du nombre d'installations de forage en activité de certaines compagnies dont Glencore qui a dû modifier significativement ses projets au Tchad. La production pétrolière en ce trimestre se situe à -10,29 % de

son niveau d'il y a un an. À fin juin 2016, la production pétrolière s'établit à 4,15 millions de barils.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait davantage diminuer en raison du vieillissement des puits et de la diminution des activités évoquées précédemment. Par ailleurs, même si le cours de barils a amorcé une augmentation depuis février 2016 et se situe à 48,5 \$ le baril, il faudrait qu'il atteigne un seuil acceptable pour que les compagnies pétrolières revoient leur production à la hausse.

Figure 7 : Évolution de la production pétrolière



Source : Ministère du Pétrole

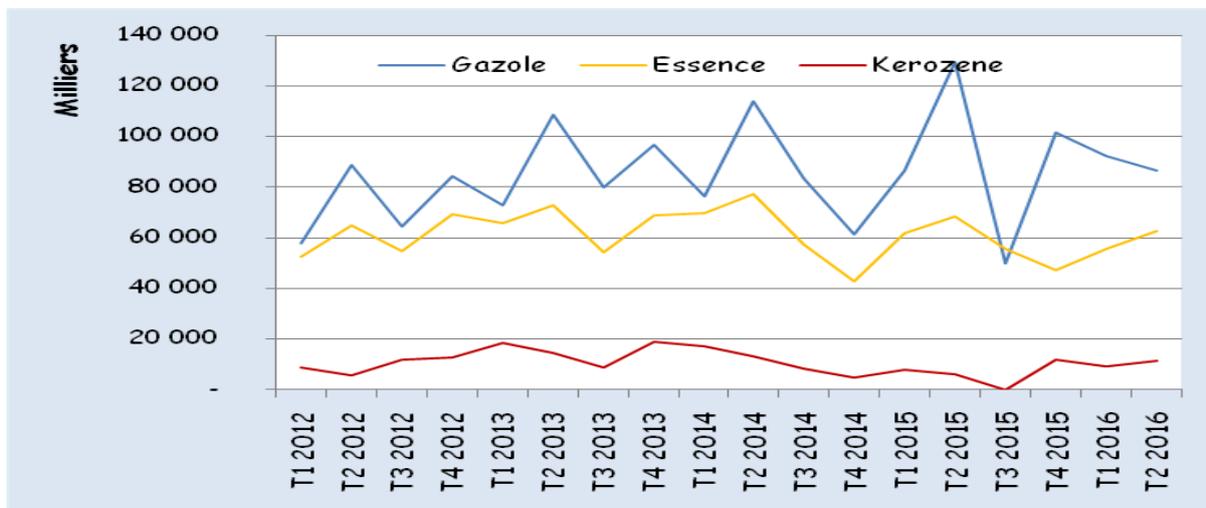
IV.2 Mise à la Consommation des hydrocarbures

À l'exception du gazole, le volume de consommation des hydrocarbures connaît une légère augmentation en ce deuxième trimestre 2016. En glissement trimestriel, la consommation d'essence connaît un bond de 12,64 %

et le kérosène de 21,82 % alors que le gazole accuse un recul de 5,98 %. À l'exception du kérosène qui enregistre une augmentation de 83,20 %, la consommation des hydrocarbures est en baisse par rapport à l'année

précédente (-32,99 % pour le gazole et -8,84 % pour l'essence).

Figure 8 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

V. SERVICE

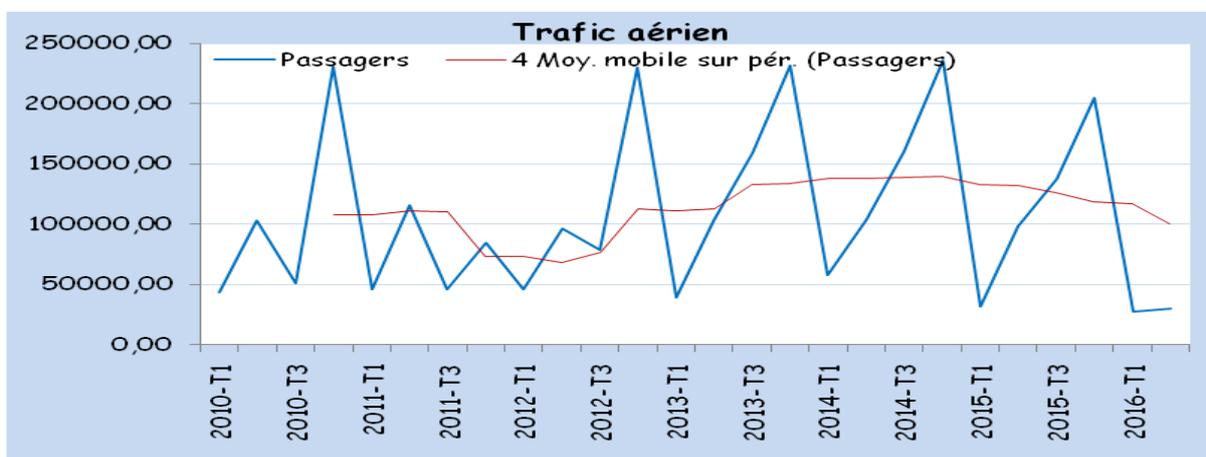
V.2 Le trafic aérien : légère augmentation

Le trafic connaît une légère croissance au deuxième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent : le nombre de passagers augmente de 9,5 %. La croissance du nombre de passagers constatée dans le trafic aérien est attribuable à celle du trafic commercial (11,82 %).

Cependant, en glissement annuel, le trafic aérien connaît une diminution

importante. Le nombre de passagers en ce trimestre a diminué de plus de la moitié de son niveau d'une année plutôt (69,26 %). Ce ralentissement du trafic aérien est attribuable au contexte d'insécurité créé par Boko Haram qui fait une mauvaise presse du pays.

Figure 9 : Évolution du trafic aérien



Source : ADAC

VI. LES FINANCES PUBLIQUES

VI.1. Évolution des recettes et dépenses budgétaires

Relâchement des finances publiques

Au deuxième trimestre 2016, la sphère financière de l'économie tchadienne est caractérisée par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, on note une baisse des recettes et une augmentation des dépenses par rapport au trimestre précédent.

En effet, les recettes base caisse ont connu un recul de 5,69 % par rapport au trimestre précédent. La chute de ces recettes est une conséquence de celle enregistrée dans les droits constatés (-170,58 %). Par contre, les recettes budgétaires (+13,93 %) contribuent à diminuer cette baisse.

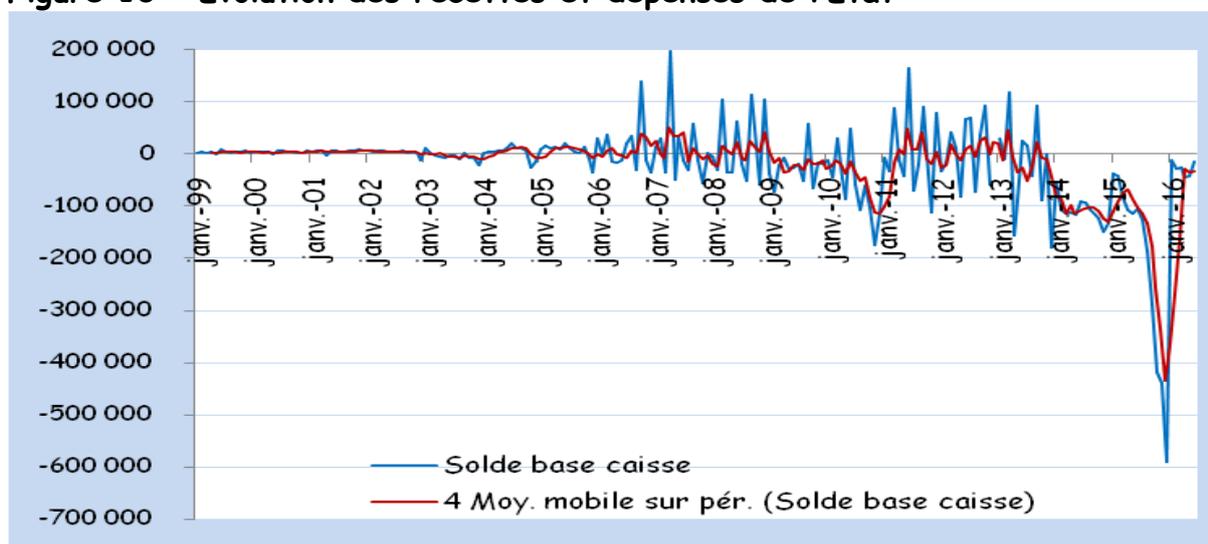
Quant aux dépenses base décaissement, elles ont augmenté de 20,08 % à cause de l'augmentation des dé-

penses de fonctionnement (319,47 %), des transferts (106,75 %) et des dépenses à imputer (183,76 %).

Cette situation conduit le solde base caisse à s'établir à 61,09 % et la variation des arriérés à 3,47 % de leur niveau du trimestre précédent.

En glissement annuel, les recettes budgétaires ont progressé de 13,93 % alors que les encaissements ont diminué de 5,69 % et les décaissements ont augmenté de 20,07 %. Le relâchement dans les dépenses publiques peut s'expliquer par la période électorale alors que la baisse de recettes peut s'expliquer par la détérioration continue des cours du pétrole brut.

Figure 10 : Évolution des recettes et dépenses de l'État



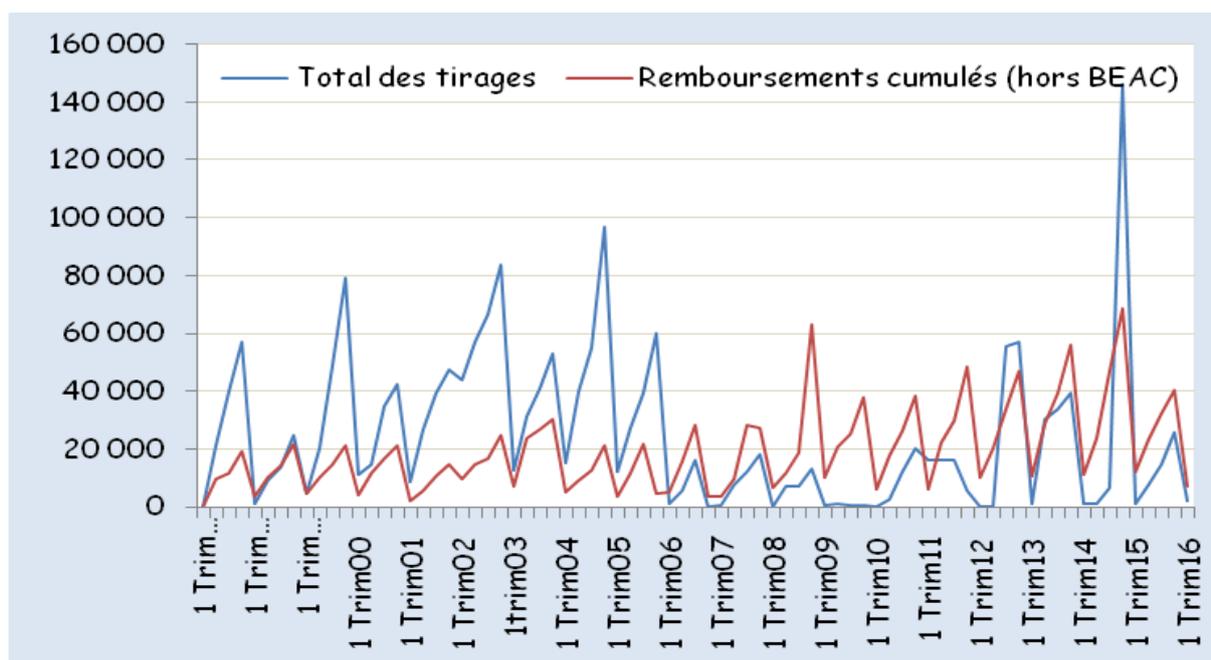
Source : Trésorerie Paierie Générale

VI.2. Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure évalué à environ 798,887 milliards de FCFA au début de l'année 2016 est en baisse de 0,29 % en glissement trimestriel et de 34,90 % en glissement annuel. Cette baisse de l'encours de la dette peut s'expliquer par les remboursements des services, dont ceux du prêt Glencore qui sont beaucoup plus importants que les décaissements. Quant aux tirages, ils baissent de

91,53 % au premier trimestre 2016 par rapport à leur niveau au trimestre précédent ; leur valeur atteint 2,179 milliards de FCFA. Il faut noter que le niveau de tirage aurait augmenté, n'eût été la baisse des décaissements consécutive à la lenteur administrative. Quant aux remboursements, ils diminuent de 82,23 % en glissement trimestriel pour se hisser à 7,18 milliards de FCFA.

Figure 11 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

VII. LA MONNAIE ET LA COMPÉTITIVITÉ

VII.1 La situation monétaire

La situation monétaire est caractérisée par une chute des avoirs extérieurs nets (52,37 %) à fin mai par rapport à avril 2016. Cette baisse des avoirs extérieurs nets est davantage élevée en glissement annuel (174,85 %).

Par contre, en mai, les crédits intérieurs connaissent une augmentation de 4,75 % par rapport à avril 2016. En glissement annuel, les crédits intérieurs augmentent de 52,37 % atteignant 1 144,987 milliards contre 748,471 milliards une année plutôt. La composante « crédits à l'économie » connaît une légère augmentation (3,08 %) en mai 2016 par rapport à avril. En glissement annuel, les crédits à l'économie augmentent

de 3,07 % pour atteindre 671,159 milliards de F CFA. Quant à la position nette de l'État sur l'économie, elle s'est dégradée en fin mai, passant de 442,004 milliards en avril à 473,83 milliards de F CFA en mai 2016. Comparée à mai 2016, la position du Gouvernement s'est dégradée presque dans la même proportion (3,07 % par rapport à mai 2015). Quant à la masse monétaire, elle enregistre une baisse (-1,12 %) en mai par rapport à avril 2016. De même, en glissement annuel, la masse monétaire régresse de 2,24 %. Cette baisse de la masse monétaire intervient en relation avec celle des avoirs extérieurs nets.

Tableau 1 : Évolution de la situation monétaire

Fin de périodes	Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance nette sur l'État	crédit à l'économie	Masse monétaire	autres postes nets
mars-14	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	- 72 178
juin-14	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	- 72 492
sept-14	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	- 79 619
déc-14	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
mars-15	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	- 92 496
juin-15	252 280	791 831	114 883	676 948	979 042	- 92 919
sept-15	155 753	852 243	232 773	619 470	961 226	- 114 035
déc-15	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
janv-16	- 22 955	984 325	375 344	608 981	955 195	- 187 042
févr-16	- 99 362	1 042 826	415 982	626 844	950 631	- 202 779
mars-16	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	- 217 060
avr-16	- 145 564	1 093 078	442 004	651 074	967 357	- 211 228
mai-16	- 221 803	1 144 987	473 828	671 159	956 543	- 219 860
juin-16						

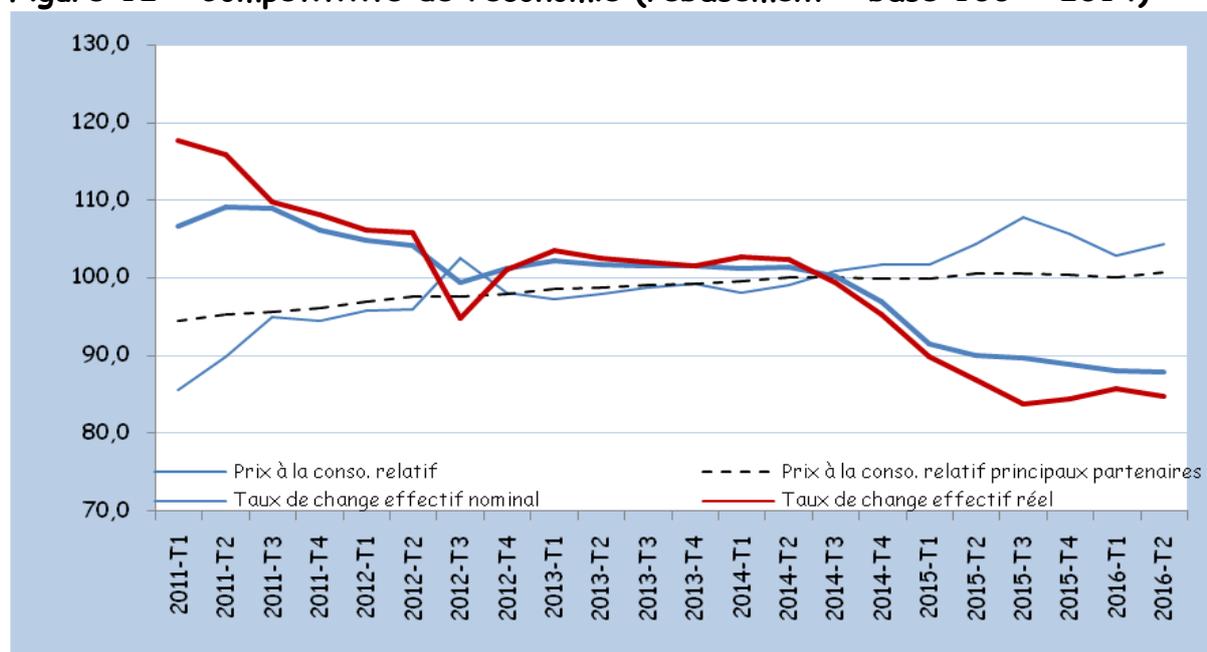
Source : BEAC

VII.2. La compétitivité

Après une baisse constatée au premier trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation relatif connaît une hausse de 1,42 % au deuxième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les prix à la consommation connaissent une légère augmentation de 0,09 %. En outre, le taux de change

effectif nominal connaît une légère diminution tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel (0,29 % et 2,48 % respectivement). De même, le taux de change effectif réel connaît une baisse de 1,08 % en variation trimestrielle et de 2,35 % en glissement annuel.

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
[Site Internet : www.inseedtchad.org](http://www.inseedtchad.org)**